PALESTINE – SOLIDARITÉ
http://www.palestine-solidarite.org

Journal de Syrie

N° 21 du 02 au 22.11.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal de Syrie" est visible sur les blogs :
http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/
http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/
b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com
c) sur le site de Robert Bibeau : http://www.robertbibeau.ca/palestine.html
d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_syriens.htm
NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire de la lutte pour la libération du territoire.

Tiré à part
L'ancien vice-président réclame une intervention militaire internationale.
La Syrie est en danger… Des drones américains déployés en Turquie.
Les grandes manœuvres pour renverser le président Assad.
La Guerre Humanitaire de la NED et de la FIDH en Syrie.
SCENARIOS DE GUERRE CONTRE LA SYRIE ??.
Paroles & action du président.
Bachar al-Assad se dit prêt à combattre et à mourir s'il devait affronter des forces étrangères.
Assad dit qu'il ne "s'inclinera pas" et s'en prend à la Ligue arabe.
Résistance
Analyse
Delphine Jaen : La Russie va-t-elle lâcher Bachar el-Assad ?
1 Lutte pour la libération du territoire
a) Politique Syrienne
Sur le terrain
La Syrie a rempli la plupart des conditions du plan de la Ligue arabe
Des Canons ... pas du beurre
Les grandes manœuvres
Des bases pour entrainement de mercenaires contre la Syrie...
b) Politique des USA
Des Canons ... pas du beurre
Pierre Khalaf : Bruit de bottes en Turquie et subversion des pro-américains au Liban et en Syrie.
c) Pays Arabes & voisins
2 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos.
2-1 Vidéo : Le chef des rebelles syriens avoue être financé par la CIA .
2-2 Vidéo : comite-valmy : Alerte Syrie
2-3 Vidéo : rencontre Sarkozy-Bechara Raï,
2-4 Gilles Munier, répond à Barbier de L'Express.
3 Brèves
3-1 Le chercheur russe Youri Zinine : «La décision de la Ligue arabe sur la Syrie sert les objectifs des forces extrémistes.»
3-2 Moscou freine pour l'explosion du Proche-Orient.
4 Dossier
4-1 Des navires russes en direction de la Syrie ?
5 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net
5-1 Louis Denghien : Un regard anglo-saxon, autorisé et honnête sur le drame syrien.

5-2 T. Slimani : Al-Mouallem : « Le projet du protocole de la ligue comprend des clauses qui violent la souveraineté nationale ».
5-3 Ahmad Badreddine Hassoune - Mufti de Syrie - : « L'opposition a tenté de me séduire ».
5-4 Comite-valmy : SAUVER LA PAIX EN RÉTABLISSANT LA VÉRITÉ

Tiré à part

L'ancien vice-président réclame une intervention militaire internationale.

Abdel Halim Khaddam, en exil à Paris depuis 2005, affirme vouloir rassembler toute l'opposition syrienne au sein de son propre mouvement, le Comité national pour le soutien à la révolution syrienne (CNSRS).
Dans un entretien au *Figaro*, l'ancien deuxième personnage de l'État syrien accuse le Conseil national syrien, la principale formation de l'opposition, "de ne pas être représentatif."
L'ancien vice-président demande explicitement une intervention militaire internationale en Syrie et prédit à Bachar el-Assad le destin de Kadhafi : "Il est devenu fou comme lui et il mourra comme lui."

La Syrie est en danger… Des drones américains déployés en Turquie.

L'Impérialisme américain retire ses drones d'Iraq pour les affecter en Turquie sous prétexte d'aider ce dernier dans son combat contre le PKK ; en réalité ces engins de la mort, sans pilote, pourraient intervenir dans une offensive militaire contre la Syrie.
Un rapport des services de renseignement européens délivre des informations sur l'existence de bases d'entraînement
Par ailleurs, des bases d'entraînement ont été mises en place il y a plus d'un an en Turquie, en Arabie saoudite et au Qatar ; il s'agit d'entraîner des groupes terroristes de différentes nationalités de pays arabes et islamiques en vue de s'infiltrer sur le sol syrien et de semer la terreur, d'anéantir les infrastructures et les équipements d'État ainsi que de liquider les cadres et les personnalités importantes du pays.
Ces entraînements sont assurés par des personnels américains et israéliens.
Ces bases sont relayées par des organismes non officiels implantés entre autre au Liban et dont la mission est d'organiser le trafic d'armes de fabrications américaines et israéliennes à destination de la Syrie. Ces organismes sont supervisés par une société nommée « Dark Water » basée à Abou Zabi. Quant au financement de l'armement, il est assuré par Ryad et Al Daouha.
Ces informations ont été livrées par des sources de renseignement européennes dans un de leurs rapports qui mentionne également des manœuvres dans les régions turques limitrophes à la Syrie et à partir desquelles la dénommée « Armée de la Syrie Libre » supervise l'infiltration des groupes armées sur le sol syrien ainsi que la livraison des armes.
Le ministre français des affaires étrangères s'active
Parallèlement, il est à noter la prochaine visite en Turquie du ministre français des affaires étrangères en vue d'examiner avec les responsables turcs l'évolution de la situation dans cette région ; ce même ministre avait auparavant indiqué la possibilité d'étudier une intervention militaire.
La Grande Bretagne n'exclut pas une intervention militaire en Syrie…
Par ailleurs, selon des informations provenant des Etats-Unis, les américains auraient étudié une opération visant à assassiner le Président de la République Syrienne, cette opération conçue et supervisée par eux devant être exécutée par un commando franco britannique

Publié par Liban Résistance

Les grandes manœuvres pour renverser le président Assad.

La Syrie serait en butte à des manœuvres de la part de puissances extérieures s'appuyant sur les Frères Musulmans pour parvenir à renverser le président Assad et mettre en place un régime répondant à leurs visées stratégiques, si l'on en croit divers analystes. Voir l'article d'Alastair Crooke. (*)
7 NOVEMBRE 2011

Nidal Hamadé : Fuites dans des médias arabes au sujet d'un plan secret

Suite à l'acceptation par Damas du plan proposé par la Ligue Arabe, le 2 novembre 2011, les Frères Musulmans, écartés du jeu politique, metteraient en application un projet de dislocation de l'espace public syrien.
Plusieurs journaux en langue arabe ont publié un rapport révélant un plan convenu entre les Frères Musulmans de l'étranger et leurs alliés objectifs présents en Turquie, dans l'Administration des Etats Unis et en Israël.
Ce plan prévoit que soit intensifiée la prolifération des bandes armées déjà présentes sur le terrain syrien, en particulier à Homs, et aussi de faciliter l'intrusion de groupes armés supplémentaires acquis aux Frères Musulmans et incités à commettre des massacres quotidiens dans les tous prochains jours.
Le tout devant être accompagné de la poursuite des campagnes de déstabilisation menées par les médias arabes et internationaux, orientés eux-mêmes par certains des signataires de ce plan, de telle sorte que ces canaux puissent, comme d'habitude, imputer la responsabilité de ces crimes aux forces de sécurité syrienne, ce qui conduirait inévitablement au sabotage du prétendu dialogue chapeauté par la Ligue Arabe et, par conséquent, à l'internationalisation du problème.

Ce plan, rapporté par plusieurs journaux, a été révélé par des milieux de l'opposition syrienne à Paris citant leurs dirigeants à Istanbul et à Doha, après qu'ils aient décidé de prendre leur distance avec les Frères Musulmans. Ces milieux, largement déployés en Europe, s'accordent à dire et à répéter à l'envi que ce plan est une réalité. Certains, appartenant à différentes tendances, ajoutent que les Frères Musulmans du Conseil d'Istanbul représentent le fer de lance de ce plan, l'approuvent, et sont le plus largement représentés au sein de ce Conseil. Le plan consiste donc en la poursuite d'actions terroristes à Homs et dans toute sa province, et à monter des opérations meurtrières, à l'aveuglette, pour ensuite en imputer la responsabilité aux forces de sécurité. Et, ces sources de l'opposition syrienne de poursuivre, que la position syrienne consistant à accepter le dialogue a surpris ceux, arabes ou internationaux, qui sont en charge de la campagne contre la Syrie, en plus de créer un état de découragement chez les membres du Conseil d'Istanbul et ses alliés qui sollicitent une intervention militaire de l'OTAN en Syrie. C'est ce qui les pousse à travailler à l'échec de l'accord syro-arabe pour réussir à internationaliser la crise syrienne de telle sorte qu'elle conduise à une solution, si possible, similaire à ce qui est arrivé en Libye, même si la campagne devait durer plus longtemps.
Il faut dire que ce rapport pointe d'importantes divisions dans les rangs des opposants syriens œuvrant de l'étranger. Leur division résulterait, elle-même, de désaccords importants entre les différents états qui ont ciblé la Syrie tout au long des derniers mois où l'on a constaté d'une part, un axe turco-américain représenté par le Conseil d'Istanbul majoritairement composé de Frères Musulmans ; d'autre part, un axe France-Qatar représenté par des opposants tels que Haïssam el-Manah, Samir el-Aïta, et d'autres.
(...)
C'est ainsi que, suite à l'accord entre les pays arabes (et Damas - NDT), les Frères Musulmans se retrouvent hors jeu ; et que ceux qui les manipulent, Obama et Erdogan, sont amenés à les pousser à agir rapidement et de manière irrationnelle pour aboutir à une escalade des actes de terrorisme contre les civils syriens, l'armée syrienne, et les forces de sécurité, en particulier à Homs.
Article, proposé, et traduit de l'arabe par Mouna Alno-Nakhal.
Source :
http://www.alintiqad.com/essaydetails.php ?eid=48757&cid=76
Nidal Hamadé
(*) Voir l'article d'Alastair Crooke. Il affirme que des puissances extérieures se livrent à un « grand jeu » oeuvrant à la perte de la Syrie. Il en donne les grandes lignes : « mettre précipitamment en place un Conseil de Transition comme seul représentant du peuple Syrien, qu'il bénéficie ou non d'un soutien populaire ; introduire des groupes armés issus d'états voisins, qui joueront le rôle des insurgés ; imposer des sanctions qui nuiraient aux classes moyennes ; mener une campagne de dénigrement pour faire échouer toute tentative syrienne de réforme ; provoquer des divisions au sein de l'armée et des élites ; pour finalement aboutir à la chute du Président Assad. »
Nidal Hamadé :
4 novembre 2011.
HTTP://WWW.SILVIACATTORI.NET/ARTICLE2299.HTML

La Guerre Humanitaire de la NED et de la FIDH en Syrie.

La National Endowment for Democracy, ou la NED, est une organisation qui se présente comme une ONG officiellement dédiée "à la croissance et au renforcement des institutions démocratiques dans le monde".
Mais en réalité il s'agit d'un organisme financé à hauteur de 95% par le congres des États-Unis. C'est sous l'administration Reagan que sa création fut officialisée en 1982.
http://laguerrehumanitaire-lefilm.tumblr.com/
La nature de la NED a conduit de nombreux intellectuels et chercheurs contemporains à la décrire comme une officine permettant aux services secrets américains de renverser les régimes qui ne conviennent pas au Département d'État.
Cette critique fut notamment étayée par les propos d'Olivier Guilmain, chercheur au CECE (Centre d'Etudes Comparatives des Elections), lors d'une session d'information au Sénat français portant sur l'encadrement financier du processus électoral. En effet, la NED finance des partis d'opposition dans de nombreux pays et prête une assistance particulière aux exilés et opposants des régimes visés par le département d'État US.
En Syrie, Le Damascus Center for Human Right Studies est l'organisation principale de la NED. Elle est également partenaire de la FIDH (Fédération internationale des droits de l'homme). Cette dernière a reçu 140 000$ U.S de la part de la NED suite à une réunion entre Carl Gershman et de prétendues organisations de droits de l'homme françaises. L'interlocuteur français de la NED fut François Zimeray, l'ex-Ambassadeur pour les droits de l'homme de l'ex-Ministre des Affaires Etrangères Bernard Kouchner. Lors de cette réunion qui s'est tenue en Décembre 2009, étaient présents : le Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement (CCFD) ; la section africaine de l'AEDH (Agir Ensemble pour les Droits de l'Homme) ; Reporters Sans Frontières ; SOS Racisme et la FIDH.
La Fédération Internationale des droits de l'Homme est donc un partenaire officiel de la NED comme le montre par ailleurs son soutien aux allégation de l'ex-secrétaire général de la Ligue Libyenne des Droits de l'Homme - elle aussi rattachée à la FIDH- à l'encontre du gouvernement de Mouammar Kadhafi. Cette dernière, également appuyée par l'ONG U.N Watch, est à l'origine des procédures diplomatiques à l'encontre de la Jamahiriya Arabe Libyenne.

En Syrie, le Dr Radwan Ziadeh est le directeur du Damascus Center for Human Rights Studies. Sa biographie, plus qu'impressionnante démontre son engagement en faveur de la politique étrangère des États-Unis au Moyen Orient. Il est en effet notamment membre de la Middle East Studies Association (MESA) et est le directeur du Syrian Center for Political and Strategic Studies à Washington. Il était également présent aux côtés d'Aly Abuzakuuk - un des responsables de la NED en Libye - lors de la Table Ronde des Democracy Awards, la récompense remise aux "militants des droits de l'homme" par la NED.
Il existe par ailleurs de fortes similitudes entre le processus de la Guerre Humanitaire en Libye et celui qui est en cours d'élaboration à l'encontre de la Syrie. En effet, U.N Watch, organisation qui coordonne les pratiques de la NED et de la FIDH à Genève, a déjà lancé plusieurs pétitions à l'encontre du régime de Bachar Al-Assad. Pour ce faire les mêmes allégations de massacres que celles promues par l'ex-secrétaire de la Ligue Libyenne des Droits de l'Homme Sliman Bouchuiguir au Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies, sont dors et déjà mises en avant à l'encontre de la Syrie.
Il est donc urgent de dénoncer ces procédures, d'autant plus que l'histoire récente nous montre que ces allégations n'ont pas été vérifiées dans le cas libyen mais également qu'elles ne reposent sur aucune preuve solide contrairement à ce qu'avance la Cour Pénale Internationale.
Julien Teil
http://www.geostrategie.com/4216/syrie-%e2%80%93-apres-tripoli-damas%c2%a0/

SCENARIOS DE GUERRE CONTRE LA SYRIE ??.

LA GUERRE S'APPROCHE DE LA SYRIE. CERTAINS CHRONIQUEURS ET ANALYSTES ARABES LE PENSENT SERIEUSEMENT DEPUIS QUE LA LIGUE ARABE A DECIDE DE SUSPENDRE LA PARTICIPATION DE CE PAYS, EN GUISE DE SANCTION CONTRE LE REGIME SYRIEN SOUS PRETEXTE QU'IL REPRIME LA REVOLUTION SYRIENNE.
« C'EST LA GUERRE QUI RAMPE ET TRES VITE » A TITRE LE QUOTIDIEN ARABOPHONE LONDONIEN ALQUDS ALARABI, DANS LA CHRONIQUE DE SON REDACTEUR EN CHEF ABDEL BARI ATOUANE.
ATOUANE ESTIME QUE LES CONDITIONS ACTUELLES RASSEMBLEMENT FOR A CELLES D'IL Y A 20 ANS, LORSQUE LA LIGUE ARABE A FAIT DE MEME AVEC L'IRAK SUITE A L'INVASION CONTRE LE KOWEÏT.
SELON LUI, CETTE POSITION N'EST QU'UNE COUVERTURE POUR UNE AGRESSION ETRANGERE CONTRE LA SYRIE. LA LIGUE ARABE AYANT FAIT DE MEME AVEC L'IRAK ET DERNIEREMENT LA LIBYE. IL PENSE QUE CE SCENARIO A ETE MIS AU POINT DEPUIS DE MOIS, OU DES ANNEES, MAIS S'INTERROGE SUR LES PARTIES QUI VONT L'EXECUTER, ARABES, AMERICAINES OCCIDENTALES, VOIRE MEME ISLAMIQUES, EN ALLUSION AU NOUVEAU ROLE TURC.
ÉVOQUANT DES SOURCES DE L'OPPOSITION SYRIENNE PRO OCCIDENTALE DU CONSEIL NATIONALE SYRIEN, IL SERA QUESTION DE CREER DES ZONES D'EXCLUSION, A LA FRONTIERE JORDANIENNE OU TURQUE, INDIQUE-T-IL.
ATOUANE S'ATTEND A UN CONFLIT PARTICULIEREMENT FEROCE, PARCE QUE LES SBIRES DU REGIME SYRIEN ONT DEVANT LES YEUX SCENARIO LIBYEN. ILS COMBATTRONT DONC JUSQU'AU DERNIER SOUFFLE.
MAIS A LA DIFFERENCE AVEC LA LIBYE, IL PENSE QUE LE REGIME JOUIT TOUJOURS « D'UN CERTAIN SOUTIEN INTERNE», DE LA PART DE CERTAINES CATEGORIES DE LA POPULATION SYRIENNE, POUR DES RAISONS COMMUNAUTAIRES ET ECONOMIQUES, DE L'EXTERIEUR, DE LA PART DE L'IRAN ET DU HEZBOLLAH, ET DE LA RUSSIE ET DE LA CHINE.
IL S'ATTEND A CE QUE LE TOUR DE L'IRAN NE TARDE PAS NON PLUS ET NE SERAIT PAS ETONNE QU'IL AIT LIEU SIMULTANEMENT SINON AVANT.
ATOUANE PERÇOIT DES TENTATIVES ARDUES POUR EVITER QUE LA CRISE SYRIENNE NE DEGENERE EN GUERRE CIVILE, VU QU'ELLE RISQUE DE S'ETENDRE VERS LES PAYS DU GOLFE.
A SON AVIS, L'ADMINISTRATION AMERICAINE A BEAUCOUP APPRIS DES LEÇONS AFGHANES ET IRAKIENNES. « LA LEÇON LA PLUS IMPORTANTE EST DE LAISSER LES ARABES COMBATTRE LES ARABES ET LES MUSULMANS TUER LES MUSULMANS. ALORS QUE SON ROLE ET CELUI DES PAYS OCCIDENTAUX DEVRAIENT SE LIMITER A LES SOUTENIR DES FRONTS ARRIERE, OU A TRAVERS LE CIEL. COMME CELA S'EST TRES BIEN PASSE EN LIBYE », CONSTATE-T-IL.
5/11/2011
AL MANAR

Paroles & action du président.

Bachar al-Assad se dit prêt à combattre et à mourir s'il devait affronter des forces étrangères.

Le président syrien Bachar al-Assad s'est dit prêt à combattre et à mourir s'il devait affronter des forces étrangères.

Dans un entretien publié dimanche par l'hebdomadaire britannique *The Sunday Times*, le président syrien, au pouvoir depuis 2000, affirme qu'il ressent du chagrin à chaque goutte de sang versée, mais que son régime doit faire respecter la loi face à des bandes armées.

20 NOVEMBRE 2011

« *Mon rôle de président est dans l'action, pas dans des discours ou du chagrin*, » a-t-il déclaré. *« La seule solution est (...) de chasser les bandes armées, d'empêcher l'entrée d'armes et de munitions depuis des pays voisins, d'empêcher le sabotage et de faire respecter la loi et l'ordre.* » Le président Assad a accusé l'organisation panarabe de créer un « *prétexte* » à une intervention militaire occidentale qui provoquerait un « *séisme* » dans la région.
Il a souligné que « *la Syrie ne s'inclinera pas* » en dépit des pressions croissantes de l'Occident et des Arabes et la multiplication des appels à son départ. Il s'est dit aussi « *tout à fait* » prêt à combattre et à mourir s'il devait affronter des forces étrangères - *« cela va sans dire et c'est indéniable »*.
Ces propos interviennent au moment où prend fin l'ultimatum de 3 jours lancé par la Ligue arabe concernant la décision d'envoyer quelques 500 observateurs. Sachant que la Ligue a déclaré ce dimanche avoir refusé les amendements réclamées par le gouvernement syrien, au motif qu'elles *« changeraient radicalement la nature de la mission, qui consiste à superviser la mise en œuvre du plan arabe pour mettre fin à la crise en Syrie et protéger les civils syriens »*.

20 novembre 2011.

The Sunday Times :

Assad dit qu'il ne "s'inclinera pas" et s'en prend à la Ligue arabe.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

Le président syrien Bachar al-Assad, confronté à un mouvement de contestation sans précédent, s'est dit prêt à combattre et à mourir en cas d'intervention étrangère, dénonçant l'attitude de certains pays de la Ligue arabe.

Ces déclarations sont intervenues alors que l'ultimatum de la Ligue pressant Damas de cesser la répression a pris fin samedi à minuit, exposant désormais la Syrie à des sanctions économiques arabes.

Neuf mois après le déclenchement d'une contestation populaire dont la répression a fait plus de 3.500 morts, selon l'ONU, le régime reste inflexible en dépit de son isolement international croissant.

Dans un entretien publié dimanche par l'hebdomadaire britannique The Sunday Times, le président Assad, au pouvoir depuis 2000, affirme que son régime -- qui ne reconnaît pas l'ampleur de la contestation et impute les violences à des groupes armés -- doit faire respecter la loi.

"Mon rôle de président est dans l'action (...) La seule solution est (...) de chasser les bandes armées, d'empêcher l'entrée d'armes et de munitions depuis des pays voisins (...) et de faire respecter la loi et l'ordre", a-t-il dit.

Le président syrien a accusé la Ligue arabe de créer un "prétexte" à une intervention militaire occidentale qui provoquerait un "séisme" dans la région.

Il a souligné que " la Syrie ne s'inclinera pas", se disant aussi "tout à fait" prêt à combattre et à mourir s'il devait affronter des forces étrangères.

"Si le combat nous est imposé, nous combattrons", a affirmé de son côté son ministre des Affaires étrangères Walid Mouallem au cours d'une conférence de presse à Damas, rejetant en outre les craintes de guerre civile exprimées par ses homologues américain Hillary Clinton et turc Ahmet Davutoglu.

"Quand Mme Clinton dit que l'opposition est bien armée, (...) c'est comme on dit en anglais +wishful thinking+ (prendre ses désirs pour des réalités, ndlr)", a affirmé le ministre.

Vendredi, Mme Clinton avait dit "penser qu'il pourrait y avoir une guerre civile, avec une opposition très déterminée, bien armée et finalement bien financée", tandis que M. Davutoglu avait déclaré à l'AFP que des déserteurs "se manifest(aient) ces derniers temps, et de ce fait, il y a un risque d'évolution vers la guerre civile".

D'autre part, M. Mouallem a minimisé l'importance de l'ultimatum de la Ligue arabe, affirmant qu'un accord était encore possible sur la proposition arabe de sortie de crise.

Le ministre a accusé certains membres de la Ligue d'utiliser l'organisation "comme un outil pour parvenir au Conseil de sécurité" de l'ONU.

La France , l'Allemagne et la Grande-Bretagne comptent présenter une résolution à l'Assemblée générale de l'ONU condamnant la répression en Syrie, assurant avoir le soutien clé des pays arabes.

Le succès d'une telle démarche pourrait augmenter la pression sur le Conseil de sécurité, où la Russie et la Chine avaient le mois dernier opposé leur veto à une résolution condamnant Damas.

Dimanche, la Ligue arabe, qui a suspendu mercredi la Syrie de ses travaux, a par ailleurs rejeté une demande de Damas d'amender une proposition d'envoyer une délégation de 500 observateurs, estimant que les modifications "changeraient

radicalement le nature de la mission" qui consiste notamment à "protéger les civils".

M. Mouallem a dénoncé cette attitude, soulignant que le "protocole accorde aux émissaires de la Ligue arabe des prérogatives très amples, voire impossibles, pouvant aller jusqu'à la violation de la souveraineté nationale".

Une nouvelle réunion de la Ligue arabe sur la Syrie a été annoncée pour jeudi.

Sur le terrain, au mois sept civils ont été tués dimanche par des tirs des forces de sécurité dans différentes localités du pays, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), basé au Royaume-Uni. Samedi, le bilan des violences s'était élevé à 17 morts.

Le président turc Abdullah Gül, dans un entretien au Sunday Telegraph, a assuré qu'il n'y avait "plus place pour des régimes autoritaires" tels que le régime syrien.

Après avoir tenté de raisonner la Syrie , la Turquie a durci le ton et soutient désormais l'opposition.

Celle-ci, par la voix du Conseil national syrien (CNS), a annoncé dimanche un projet de programme politique ayant pour objectifs la chute du régime et la tenue d'élections d'une assemblée constituante à l'issue d'une période transitoire d'un an.

Selon ce projet diffusé sur son site internet, une fois le chute du régime réalisée, le conseil "dirigera le pays avec l'institution militaire". "Un gouvernement temporaire sera formé et il sera chargé d'organiser des élections libres au bout d'un an sous une supervision arabe et internationale pour désigner une assemblée constituante avec pour mission d'élaborer une nouvelle Constitution", ajoute le texte.

La nouvelle Constitution sera soumise à un référendum et, une fois adoptée, des législatives seront convoquées dans un délai de six mois.

Le CNS, lancé officiellement le 2 octobre à Istanbul, n'a été reconnu jusqu'à présent que par les nouvelles autorités libyennes.

DAMAS, 20 nov 2011
AFP

Résistance

Analyse

Delphine Jaen : La Russie va-t-elle lâcher Bachar el-Assad ?

Un analyste qui se définit comme un "gaulliste de gauche" mais qui était en 1998 rédacteur en chef d'une revue dirigée par un sympathisant de l'extrême-droite (selon Wikipedia), estimait récemment dans une interview pour un site de géopolitique que la Russie, qui perdrait selon lui en 2017 sa base ukrainienne de Sébastopol, garde un intérêt vital à pouvoir faire mouiller sa marine dans les ports syriens, mais que, pour garder cette possibilité, elle serait prête à sacrifier Bachar-el-Assad en préparant d'elle-même, sans que les Occidentaux ne le lui aient demandé, une nouvelle résolution à l'ONU imposant sur un mode plus modéré que celle repoussée par Moscou et Pékin le 4 octobre dernier (avec le soutien de l'ensemble des BRICS - Brésil, Inde, Afrique du Sud) une démocratisation du régime syrien - résolution que les Occidentaux pourraient utiliser et "surinterpréter" comme ils l'ont fait en Libye.

L'auteur rappelle d'ailleurs que la Russie s'est depuis quinze ans toujours prêtée aux compromis qui ont abouti à la chute de ses alliés, de la Yougoslavie à la Libye

L'analyse géostratégique qui sous-tend cette interview est controversée ne serait-ce que parce que le bail sur Sébastopol a été prolongé en avril dernier jusqu'en 2042, mais l'existence d'un projet de résolution plus modéré est avéré : le ministre des affaires étrangères russe M. Lavrov a confirmé publiquement le 10 octobre dans le magazine Profil que Moscou travaillait sur un projet de résolution "plus équilibré" et la question de l'effectivité du soutien russe à Bachar El-Assad est effectivement posée.

La Russie a présenté son vote du 5 octobre comme un encouragement au dialogue entre le régime baassiste et l'opposition "intérieure", tandis que l'autre opposition, soutenue par les Occidentaux, est considérée comme fabriquée de toute pièce.

Une des figures de cette opposition intérieure est Qadri Jamil du Parti communiste syrien (PCS) qui a rencontré il y a un mois à Moscou le chef adjoint de la diplomatie russe Mikhaïl Bogdanov et le président de la Commission pour les Affaires internationales du Conseil de la Fédération (chambre haute du parlement russe), Mikhaïl Marguelov. Le PCS, fondé en 1943, a connu de longues périodes d'interdiction et de répression, y compris dans les premières années du régime bassiste. En 1970, Hafez al-Assad l'a réintroduit dans le jeu politique syrien, en en faisant une composante du Front national progressiste. A la fin des années 70, l'hostilité du PCS à la politique libanaise d'Hafez al-Assad l'a contraint à renouer avec la clandestinité, puis il a pu siéger à nouveau au parlement dans les années 1990.Qadri Jamil est le responsable d'une "Commission nationale d'unification des communistes syriens" chargée de réconcilier les factions du PCS. Il dénonce aussi bien le soutien étranger à l'insurrection que la gestion purement policière des manifestations par le gouvernement.

L'ancien diplomate Ignace Leverrier favorable à l'insurrection syrienne estime toutefois que Qadri Jamil n'a pas de légitimité pour incarner une opposition au régime et la possibilitéd'exclure du jeu les "oppositions modérées" ont déjà été souvent exploitées par les Occidentaux.

En tout cas le 7 octobre dernier le président Medvedev a demandé à Assad de démissionner s'il ne se sentait pas capable de réformer son régime, ce qui est le signe des limites du soutien russe au gouvernement syrien dorénavant.

Indépendamment de sa relation avec la Russie, Bachar el-Assad a sans doute obtenu un ballon d'oxygène en acceptant à Doha le 1er novembre un plan de la Ligue arabe prévoyant le retrait des chars de toutes les villes syriennes et le lancement de

négociations entre le gouvernement et l'opposition.

Mais des manifestants ont été à nouveau tués les fiefs islamistes de Hama et de Homs.Le gouvernement de Damas lui souligne que 22 soldats et policiers sont morts ce weekend dans des combats (leurs noms sont cités par l'agence Sana) soit 72 depuis le 29 octobre, principalement à Homs, met en cause des éléments liés à Al-Qaida et aux Frères musulmans et dénonce des trafics d'armes aux frontières de la Turquie, du Liban et de la Jordanie.

Le gouvernement baassiste garde des appuis importants dans la population. Le 12 octobre des dizaines de milliers de personnes selon les agences de presse occidentales, un million selon les partisans du régime (les mêmes querelles de chiffres ont existé en juillet autour des manifestations de l'opposition), sont descendues dans les rues de Damas pour remercier la Russie et la Chine d'avoir opposé leur veto, le 4 octobre dernier, à une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU qui condamnait la répression (une manifestation qui rappelait celle organisée par Kadhafi à Tripoli quand il contrôlait encore la moitié Ouest de son pays). Selon l'agence syrienne Sana (photos à l'appui) ils étaient à nouveau un million à Damas le 26 octobre à rejeter l'ingérence occidentale. Les tensions entre pro- et anti-Assad se récpercutent jusque dans la communauté syrienne de Paris (voir le recit de l'occupation violente du centre culturel par des opposants à l'occasion d'une conférence le 27 octobre dernier).

Les pressions et ingérences occidentales restent constantes. Le 4 novembre la porte-parole du Département d'Etat Victoria Nuland a dissuadé les opposants d'accepter les mesures d'amnistie offertes par le gouvernement syrien. Le sénateur américain néo-conservateur républicain McCain a appelé le 27 octobre Washington à lancer une attaque militaire contre la Syrie. Le ministre des affaires étrangères français rallié à l'ingérence impériale Alain Juppé (sous les ordres d'un président de la république qui a menacé l'Iran de frappes militaires préventives dès le mois d'août dernier) avait pour sa part exprimé quinze jours plus tôt de son intention de prendre contact avec le Conseil national de transition syrien, un organe créé sur le modèle libyen. Créé à Istanbul fin août sous les hospices des Frères musulmans turcs de l'AKP, dirigé par le sociologue Burhan Ghalioun, il comprend parmi ses pères fondateurs Moulhem Droubi, haut membre des Frères musulmans syriens, Cheikh Muteih al Butain, responsable du mouvement de contestation dans la ville de Deraa (sud), l'ancien prisonnier politique Khaled al Haj Saleh et l'écrivain Hazem Nahar.

Le 31 octobre le secrétaire général de l'Otan Anders Fogh Rassmussen a jugé utile de préciser qu'une intervention militaire de l'Otan en Syrie était totalement exclue... mais ce genre de déclaration n'a généralement qu'une valeur provisoire.
Delphine Jaen
Dimanche 6 novembre 2011
(http://atlasalternatif.over-blog.com/article-la-russie-va-t-elle-lacher-la-syrie-88148008.html)

Lavrov: les appels occidentaux à l'opposition syrienne à refuser le dialogue sont une provocation politique.

Le ministre russe des affaires étrangères, M. Serguei Lavrov, a qualifié de "provocation politique au niveau international" les appels lancés par les capitales occidentales à l'opposition syrienne à refuser le dialogue avec la direction syrienne.
Dans une conférence de presse tenue aujourd'hui à Moscou, M. Lavrov a mis l'accent sur la nécessité d'arrêter la violence et de le demander aussi des groupes armés qui se sont infiltrés dans l'opposition syrienne.
Il a fait noter qu'au moment où la Ligue arabe appelle à l'arrêt de la violence et à la tenue du dialogue, des capitales occidentales et d'autres pays de la région lançaient des appels tout à fait contraires à l'opposition à ne pas entrer dans un dialogue avec la direction syrienne, ce qui pourrait aboutir à la déstabilisation d'autres pays arabes.
M. Lavrov a mentionné que les nouvelles vagues de tension en Egypte, au Bahreïn et au Koweït pourraient être liées à la situation en Syrie.
En ce qui concerne le projet de résolution, présentée par l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne à l'Assemblée Générale de l'ONU, M. Lavrov a indiqué que les événements qui avaient précédé la tragédie en Libye sont vifs encore dans notre mentalité, où les résolutions du conseil de sécurité ont été mal employées.
21 Nov 2011
http://www.sana.sy/fra/55/2011/11/21/382998.htm

Lavrov: Efforts de certains pays étrangers pour intensifier les troubles.

Le ministre russe des affaires étrangère, Serguei Lavrov, a fait part, jeudi, à Moscou des efforts déployés de certains pays étrangers pour intensifier les troubles, en Syrie, afin de s'en servir comme prétexte pour s'ingérer dans ses affaires intérieurs.
Lors de la réunion du conseil de coopération permanent russe avec l'Union Européenne, Lavrov, en condamnant la pression sur le gouvernement syrien exercée par certain députés de ce pqys soutenus par les pays étrangers, a mis l'accent sur la résolution des troubles via le dialogue. Les troubles syrien se poursuivent depuis, mi-mars et les terroristes armés en profitent pour sévir contre le gouvernement.
18/11/2011

Sabronova : La position de la Russie à l'égard de la Syrie est invariable

Mme Marina Sabronova, professeur à l'institut des relations internationales de Moscou, a indiqué que la position russe à l'égard de la situation en Syrie est invariable et que Moscou ne voulait pas que le scénario libyen se répète sur le territoire syrien.
Dans un entretien accordé à la chaîne "Russie aujourd'hui", Mme Sabronova a souligné que son pays est prêt à rechercher des moyens pour régler la crise en Syrie à condition qu'il n'y ait pas d'ultimatum à n'importe quelle partie.
Mme Sabronova a fait noter que l'opposition refusait de mener des négociations avec la direction syrienne qui avait, elle, réalisé beaucoup des demandes de l'opposition.
Elle a également indiqué que la Ligue arabe, pour jouer le rôle de médiateur, devrait discuter avec les deux parties et non pas imposer un ultimatum à l'une des deux.
http://www.sana.sy/fra/55/2011/11/21/382998.htm

Lavrov: les appels occidentaux à l'opposition syrienne à refuser le dialogue sont une provocation politique.

Le ministre russe des affaires étrangères, M. Serguei Lavrov, a qualifié de "provocation politique au niveau international" les appels lancés par les capitales occidentales à l'opposition syrienne à refuser le dialogue avec la direction syrienne.
Dans une conférence de presse tenue aujourd'hui à Moscou, M. Lavrov a mis l'accent sur la nécessité d'arrêter la violence et de le demander aussi des groupes armés qui se sont infiltrés dans l'opposition syrienne.
Il a fait noter qu'au moment où la Ligue arabe appelle à l'arrêt de la violence et à la tenue du dialogue, des capitales occidentales et d'autres pays de la région lançaient des appels tout à fait contraires à l'opposition à ne pas entrer dans un dialogue avec la direction syrienne, ce qui pourrait aboutir à la déstabilisation d'autres pays arabes.
M. Lavrov a mentionné que les nouvelles vagues de tension en Egypte, au Bahreïn et au Koweït pourraient être liées à la situation en Syrie.
En ce qui concerne le projet de résolution, présentée par l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne à l'Assemblée Générale de l'ONU, M. Lavrov a indiqué que les événements qui avaient précédé la tragédie en Libye sont vifs encore dans notre mentalité, où les résolutions du conseil de sécurité ont été mal employées.
21 Nov 2011
http://www.sana.sy/fra/55/2011/11/21/382998.http

---

1 Lutte pour la libération du territoire

a) Politique Syrienne

Sur le terrain

La Syrie a rempli la plupart des conditions du plan de la Ligue arabe

Contrairement aux affirmations de "certains médias hostiles", la Syrie a rempli "la plupart des conditions" du plan de sortie de crise mis au point par la Ligue arabe, selon un message du chef de la diplomatie syrienne Walid Mouallem envoyé jeudi au secrétaire général de la Ligue Nabil al-Arabi.
"Le représentant permanent de Syrie à la Ligue arabe informera ses membres sur les mesures qui ont été prises", lit-on dans le message, publié par l'agence d'information SANA.
La situation en Syrie et la mise en œuvre du plan de sortie de crise seront évoquées samedi 12 novembre, lors de la conférence des ministres des Affaires étrangères de la Ligue arabe qui se tiendra au Caire.
Le plan, qui a été accepté par les autorités syriennes le 2 novembre, prévoit plusieurs mesures destinées à "arrêter la violence dans le pays ainsi qu'à prévenir une ingérence étrangère dans les affaires intérieures de la Syrie".
Les opposants syriens continuent toutefois d'affirmer que les autorités continuent de réprimer les manifestations "pacifiques", faisant "de nombreuses victimes".
RIA Novosti
DAMAS, 10 novembre -
http://fr.rian.ru/world/20111110/191918653.html

Des Canons ... pas du beurre

Mouallaem : des États arabes ne veulent pas voir les bandes armées.

Lors d'une conférence de presse tenue à Damas suite à l'annonce de la l'institution pan arabe, le ministre syrien des affaires étrangères Walid Mouallem a révélé que Damas avait exigé comme modification le fait d'être tenu préalablement au courant des régions que les observateurs voudraient visiter pour leur assurer leur sécurité.
Indiquant avoir été informé la veille de la décision de la Ligue arabe, Mouallem a accusé certains pays arabes de vouloir utiliser la Ligue arabe pour saisir le Conseil de sécurité. Il a reproché à certains États arabes d'entendre parler de l'existence de groupes armés. Et d'ajouter : « *s'ils nous imposent de combattre, nous combattrons, quoique nous essayons d'éviter ce choix* ». Écartant que l'a Syrie est au stade de la guerre civile, il a déclaré qu'elle n'aura pas lieu en Syrie.

Interrogé par une journaliste syrienne sur les assassinats de civils qui ont lieu dans la ville de Homs, Mouallem a révélé pour la première fois que des groupes armés tuent les gens à la carte d'identité, c'est-à-dire en fonction de leur appartenance religieuse. Laissant entendre que des alaouites et des chrétiens en seraient les principales victimes.

20 novembre 2011.

Al-Manar

Mère Agnès : 164 Chrétiens tués à Homs par les bandes armées

Ces révélations concordent avec les informations annoncées lors d'une conférence sur les Chrétiens d'Orient organisée ce week-end à Beyrouth, dans le Centre catholique de l'information.

Selon Mère Agnès Mariam de la Croix qui a accompagné une délégation de correspondants occidentaux qui se sont rendus dans les différentes régions syriennes, *« il y a pas moins de 164 Chrétiens tués à Homs seulement durant ces trois derniers mois ».*

« *Il y a une grande désinformation sur ce qui se passe en Syrie, comme massacres et atteintes contre les citoyens. En tant que bonnes-sœurs, nous sommes au courant de la situation des Chrétiens autour de nous et nous assurons que 164 ont été tués parmi les Chrétiens, durant ces trois derniers mois, dans la région de Homs seulement. Ce qui veut dire que la situation est dangereuse, non seulement pour les Chrétiens, mais pour tout le monde. Mais les Chrétiens sont les plus menacés, parce qu'ils sont le maillon le plus faible* », a-t-elle signalé, selon le site en ligne du Courant partiotique Libre (CPL), *tayyar.org*.

Mère Agnès a assuré que les groupes armés s'efforcent de défier et d'affronter les forces de sécurité parce qu'il veulent briser le prestige de l'état, et pour semer le chaos dans le pays.

« *Je me suis rendu à Homs, à la localité de Karra, en passant par Al Kassir , Nahda' et Bab Amr, et j'ai vu des cadavres déformés abandonnés par les hommes armés, à droite et à gauche* », a ajouté mère Agnès, selon laquelle *« tout le peuple syrien est désormais l'otage, et cette région est le berceau d'homme armés inconnus qui ont des armes super-sophistiquées et de grandes quantités de munitions ».*

Elle a affirmé que *« le Centre catholique de l'information a entre les mains le nom de 500 personnes qui ont été tuées et égorgées et dont les corps ont été découpés dans les rues, puis leurs photos ont été utilisés pour dire que ce sont les forces de l'ordre qui les ont tués ».*

« *372 d'entre eux ont été liquidés durant le mois d'octobre, et 800 membres des forces de l'ordre ont été tués aussi jusqu'à cette date* », a-t-elle ajouté.

Mère Agnès a fustigé l'Observatoire syrien des droits de l'homme, (OSDH) dont le siège se trouve à Londres et sur lequel se basent les agences de presse internationales dans leurs informations sur le nombre des tués en Syrie. « *Le Centre* (catholique de l'information, ndlr) *lui a demandé la liste des noms, et jusqu'à présent il n'a pas du tout répondu* », a-t-elle souligné.

Étaient présents à la conférence plusieurs correspondants d'agence de presse italienne, espagnole, belge, française et américaine. Ils s'étaient rendu en compagnie de mère Agnès dans les régions syriennes les plus chaudes comprenant Damas, Rif de Damas, Maarat anNaamane, Homs, Hamas, AlKassir, et Banias, pour s'enquérir de la situation en général et des conditions des chrétiens en particulier.

Parmi ceux qui ont pris la parole, le journaliste d'investigation américain à l'Institut Craig à Washington, Webster Griven Tarley : « *Je voudrais dire à la BBC, à la CNN, et à AlJazeera de cesser leurs mensonges. Nous avons visité les villes de Homs, Banias, Tartous et autres et nous n'avons pas vu une armée en train de tuer son peuple. Mais nous avons vu des bandes d'hommes armés et encagoulés tuer les soldats de l'armée, et nous avons vu des snipers* », a-t-il signalé.

A son tour, l'émissaire du journal français *Le Libre*, Marc Georges a déclaré : « *Nous avons visité les villes de homs et de Banias et nous avons parlé aux soldats blessés, et nous avons vu les soldats tués. ce qui se passe sur le terrain n'a rien à voir avec ce qu'on dit dans les médias. Les seules manifestations que nous avons vues sont celles qui soutiennent le régime et non celles de l'opposition. Et les seuls martyrs que nous avons vus sont ceux des soldats de l'armee syrienne et non des civils* ».

Selon lui, les chaines d'*AlJazeera*, *AlArabiyya* et la *BBC* relatent les évènements comme si elles récitent une leçon qui n'a rien à voir avec les faits.

Manifestation monstre de soutien à Bachar

Justement, et dans la capitale syrienne, une foule immense formée de dizaines de milliers de syriens s'est rassemblée une énième fois ce dimanche. Les manifestants scandaient des solgans qui condamnent la décision de la Ligue arabe et refusent toute ingérence extérieure.

Le CNS propose son programme

Le Conseil national syrien (CNS), qui se déclare l'unique représentant de la révolution syrienne, a annoncé dimanche un projet de programme politique ayant pour objectifs la chute du régime et la tenue d'élections d'une assemblée constituante à l'issue d'une période transitoire d'un an.

Selon ce projet diffusé sur son site internet, le CNS proclame que *« la chute du régime syrien et de tous ses symboles est l'objectif de ce conseil qui représente la majeure partie des forces politiques, des groupes de l'opposition et des mouvements dirigeant la contestation ».*

Une fois cet objectif atteint, le conseil *« dirigera le pays avec l'institution militaire pendant la période transitoire afin de préserver l'unité et la sécurité du pays. »*

« *Un gouvernement temporaire sera formé et il sera chargé d'organiser des élections libres au bout d'un an sous une supervision arabe et internationale pour désigner une assemblée constituante avec pour mission d'élaborer une nouvelle Constitution* », ajoute le texte.

La nouvelle Constitution sera soumise à un référendum et, une fois adoptée, des élections législatives seront convoquées dans un délai de six mois.

Le CNS, lancé officiellement le 2 octobre à Istanbul, n'a été reconnu jusqu'à présent que par les nouvelles autorités libyennes. Ses dirigeants ont toutefois été accueillis par le président français et par le Premier ministre britannique.

20 novembre 2011.

Al-Manar

Les grandes manœuvres

Des bases pour entrainement de mercenaires contre la Syrie...

Des bases militaires ont été édifiées depuis un an en Arabie saoudite, au Qatar et en Turquie pour entrainer des mercenaires arabes et musulmans et les envoyer en Syrie.
C'est l'agence arabophone irakienne Nakheel News qui a publié cette information, à la foi d'un rapport du département du Proche Orient affilié à un service de renseignements d'un pays européen dont elle n'a pas précisé la nationalité.
Ces mercenaires sont entrainés par des militaires israéliens, américains et turcs, et perçoivent des salaires astronomiques.
Le rapport cite qu'il existe aussi des stations conçues pour transférer des armes en Syrie, via des trafiquants d'armes travaillant entre autre pour la société de sécurité américaine Black Water et dont le siège se trouve à Abu Dhabi et les dirigeants jouissent d'immunité judiciaire. L'une de ces stations se trouve au Liban et en particulier dans les régions qui sont sous le contrôle du chef du courant du Futur Saad Hariri et des Forces libanaises Samir Geagea.
Parmi les armements infiltrés des lance-roquettes d'épaule fabriqués aux États-Unis pour bombarder des sites sensibles.
Ce sont Doha et Riad qui financent l'achat des armements dont la plupart proviennent de dépôts américains, israéliens et turcs.
Mais ce sont les services de renseignements américains qui supervisent et commanditent ces opérations.
Celles-ci consistent à perpétrer des attentats terroristes contre les établissements officiels, et à liquider des personnalités universitaires et scientifiques syriennes.
Le rapport n'exclut pas l'éventualité de perpétrer des attaques contre des diplomates syriens à l'étranger, ou d'incendier des ambassades étrangères en Syrie, pour en incomber la responsabilité à la direction syrienne.
Selon le rapport, les mercenaires ont reçu l'ordre d'intensifier leurs attentats contre l'armée et les forces de l'ordre et contre les civils aussi pour les dissuader de participer aux manifestations de soutien au président syrien.

16/11/2011

http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?eid=38086&cid=18&fromval=1&frid=18&seccatid=37&s1=1

Politique des USA

Lles déclarations de Nuland apportent la preuve de la politique américaine soutenant la tuerie.

Une source responsable du ministère des affaires étrangères et des émigrés a condamné vivement les déclarations faites hier par la porte-parole du département d'Etat américain, Victoria Nuland, qui avait "déconseillé" toute personne armée de se rendre aux autorités.
La source a qualifié d' "irresponsables et inexplicables" les déclarations de Nuland, "qui visent, estime-t-elle, à provoquer l'émeute et à soutenir la tuerie et le terrorisme exercé par les groupes armés à l'encontre des citoyens syriens".
La source a précisé que par ces déclarations, l'administration américaine avait démontré une fois de plus son ingérence flagrante dans les affaires intérieures de la Syrie et sa politique soutenant la tuerie et finançant les groupes terroristes en Syrie.
Elle a appelé la communauté internationale à faire face à ces politiques qui se contredisent avec les clauses de la loi internationale et les résolutions du conseil de sécurité relatives à la lutte et au financement du terrorisme.
Notons, que le ministère de l'intérieur a octroyé hier une Amnistie aux détenteurs d'armes et à ceux qui sont impliqués dans l'achat, le port et la distribution d''armes s'ils se rendent dans une semaine.

05 Nov 2011

http://www.sana.sy/fra/51/2011/11/05/380000.htm

Des Canons ... pas du beurre

Pierre Khalaf : Bruit de bottes en Turquie et subversion des pro-américains au Liban et en Syrie.

Une analyse de Pierre Khalaf

Après avoir observé un silence d'un mois au sujet de la Syrie, la Turquie commence de nouveau à hausser le ton contre Damas, preuve d'un projet occidental dont les grandes lignes commencent à se préciser. Selon des informations dignes de foi, la Turquie a commencé à fournir une assistance financière, militaire et logistique à l'opposition syrienne, à la demande des Etats-Unis et avec le concours de certains pays du Golfe, qui jouent le rôle de bailleurs de fonds.

9 novembre 2011

Par ailleurs, la Turquie aurait établi sur son sol des camps d'entraînement pour l'opposition syrienne, à proximité des frontières sud du pays, en prélude à l'établissement d'une zone tampon sur le sol syrien. Le projet prévoit une incursion des

forces turques de l'autre côté des frontières afin d'entraîner une décision syrienne d'envoyer sur place des unités de l'armée pour contrer cette agression contre le territoire national. La Turquie pourra alors, conformément à la convention de l'Otan, appeler l'Alliance atlantique à la rescousse. Parallèlement, l'opposition syrienne s'en prendra à des postes de l'armée et des services de renseignement, et les manifestants réclameront l'intervention de l'Otan.
Les États-Unis espèrent aussi mettre le Liban à contribution dans ce complot. Si le gouvernement et la majorité de la classe politique et de la population refusent catégoriquement de se laisser entrainer dans ce sale jeu, une partie des Libanais n'y voient pas d'inconvénients. Il s'agit notamment du Courant du Futur de Saad Hariri, allié pour la circonstance aux mouvements salafistes et extrémistes. Tout ce beau monde a transformé les zones frontalières allant de l'Akkar, au Nord du Liban, à Kaa, à l'Est, en passant par Wadi Khaled, en une base-arrière pour les opposants syriens. Ceux-ci reçoivent armes et argent, mais aussi assistance logistique. Les extrémistes blessés lors des attaques contre l'armée syrienne sont transportés dans des hôpitaux du Liban-Nord pour y être soignés. Toutes ces opérations coûteuses sont financées par de l'argent provenant des pétromonarchies.
Mais il existe au Liban un fort mouvement politique et populaire qui s'oppose à ce que le Liban serve de rampe et de plateforme pour déstabiliser la Syrie.
Aussi bien le projet d'une intervention turque que celui d'une subversion menée à partir du Liban seront voués à l'échec. Car ceux qui ont imaginé ces plans n'ont pas pris en compte la réaction de l'armée syrienne et des alliés de Damas qui ont la capacité de se défendre –et même d'attaquer- sur un front long de plusieurs milliers de kilomètres.

En Syrie, l'Amérique et ses amis torpillent le plan de paix de la Ligue arabe

La crise en Syrie a permis de faire tomber la dernière feuille de vigne qui cachait encore le peu de virilité dont peut se vanter la Ligue arabe, qui était naguère incontournable dans le paysage politique international. Cette institution, ou ce qu'il en reste, n'est plus qu'un instrument que les États-Unis manipulent pour servir leurs propres intérêts.
C'est ainsi que l'initiative arabe a été concoctée par le Qatar dans l'espoir qu'elle soit rejetée par le leadership syrien. De la sorte, le dossier de la crise syrienne serait renvoyé au Conseil de sécurité avec une couverture arabe, selon le même processus observé dans le dossier libyen.
Consciente de la nature du complot dont elle est victime, la Syrie n'est pas tombée dans le piège et a accepté le plan arabe, son principal souci étant de trouver une issue pacifique à la crise et de ne pas embarrasser ses amis des brics (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud).
Lorsque le Qatar a senti que Damas allait accepter l'initiative, son ministre des Affaires étrangères, Hamad Ben Jassem, a tenu des propos peu diplomatiques, frôlant l'insolence, à l'adresse de la direction syrienne, dans le but de la provoquer et de la pousser à rejeter le plan. Mais c'était mal connaître les dirigeants syriens qui savent garder leur sang froid en période de crise. Aussi, ont-ils accepté le plan et annoncé qu'ils en appliqueraient toutes les clauses. Ils ont libéré quelque 700 détenu et annoncé le retrait imminent de l'armée des villes.
La réaction de Washington, des pays européens et de la Turquie, illustre parfaitement leurs intentions. Au lieu d'encourager toutes les parties à faire preuve de bonne volonté et de sagesse, ils ont mis en doute les intentions de Damas, comme pour encourager l'opposition syrienne à ne pas coopérer. Les États-Unis sont allés beaucoup plus loin en conseillant aux groupes armés en Syrie de ne pas remettre les armes et de ne pas accepter l'offre d'amnistie immédiate présentée par les autorités syriennes. Ensuite, le président du Conseil national syrien (CNS), Burhane Ghalioun, a annoncé du Caire le refus de tout dialogue avec le régime de Bachar el-Assad. Cela signifie, en clair, que l'opposition, appuyée par Washington, torpillait l'initiative arabe.
Au lieu de faire pression sur le CNS, le secrétaire général de la Ligue arabe, Nabil Al-Arabi, a multiplié les critiques à l'adresse de Damas. Et avant même que le délai de deux semaines accordée à la Syrie pour mettre en œuvre les clauses du plan ne soit écoulé, la Ligue a accusé la Syrie de ne pas honorer ses engagements et à décidé de convoquer une réunion ministérielle urgente pour débattre de la situation dans le pays.
La collusion entre certains pays membres de la Ligue et les groupes armés en Syrie ne fait plus aucun doute. La convocation de la réunion est intervenue après la défaite cuisante des extrémistes armés qui ont perdu leur bastion de Baba Amr, à Homs, d'où ils terrorisaient la population et harcelaient les troupes régulières.
Selon des sources bien informées, l'Armée syrienne a découvert dans ce quartier un hôpital de campagne souterrain, des dépôts d'armes de tous calibres et une infrastructure insurrectionnelle sophistiquée. Une centaine d'extrémistes armés se sont rendus ou ont été capturés dans les opérations militaires qui ont duré une semaine.
Situé à l'ouest de Homs, Baba Amr avait une profondeur géographique qui le reliait directement au Liban, loin de 22 kilomètres seulement. Armes, argent, matériels et renforts en hommes étaient acheminés via le Liban aux insurgés à travers le village syrien de Kousseir. Sa chute constitue un coup dur aux extrémistes et à leurs soutiens occidentaux. C'est ce qui explique la réaction hystérique de la Ligue arabe.

New Orient News (Liban)
Rédacteur en chef : Pierre Khalaf (*)
(*) Chercheur au Centre d'Etudes Stratégiques Arabes et Internationales de Beyrouth.

Source :
Tendances de l'Orient No 56, 9 novembre 2011.
http://www.neworientnews.com/news/fullnews.php ?news_id=47324
http://www.guardian.co.uk/commentisfree/2011/nov/04/syria-iran-great-game

---

c) Pays Arabes & voisins

Irak

L'Irak hostile à des sanctions.

L'Irak est hostile à l'adoption de sanctions économiques contre Damas et à l'internationalisation de la crise syrienne, a déclaré mardi le gouvernement irakien cité par le site internet arabe Ilaf.
Le gouvernement irakien exprime ses craintes face à une éventuelle ingérence étrangère dans la crise intérieure syrienne. Il se prononce contre l'internationalisation de la crise et l'adoption de sanctions économiques contre la Syrie, selon la déclaration du porte-parole du Conseil des ministres irakien Ali al-Dabbagh.
L'Irak soutient l'initiative arabe pour le règlement de la crise syrienne et reconnaît le droit du peuple syrien à créer un régime démocratique tout en indiquant que "les mécanismes de réalisation de l'initiative approuvés par la Ligue arabe ne permettent pas d'atteindre ces objectifs".
Le ministre irakien des Affaires étrangères Hoshiyar Zebari a qualifié lundi de "violentes" les sanctions économiques que la Ligue arabe entend imposer à la Syrie.
Le 12 novembre, la Ligue arabe a suspendu la Syrie de ses rangs pour avoir violé le plan arabe de sortie de crise. Ce plan prévoyait plusieurs mesures destinées à "arrêter la violence dans le pays, ainsi qu'à prévenir une ingérence étrangère dans les affaires intérieures de la Syrie". La Ligue arabe a également appelé ses membres à rappeler leurs ambassadeurs de Damas, et a menacé le régime syrien de sanctions politiques et économiques.

15/11/2011

http://fr.rian.ru/world/20111115/191988005.html

---

2 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos.

2-1 Vidéo : Le chef des rebelles syriens avoue être financé par la CIA .

14-mai-2011

Pour télécharger la vidéo, voici le lien :

http://mai68.org/spip/IMG/flv/Syrie_chef_rebelles_avoue_finance_CIA_14-mai-2011.flv (Faire un clic droit sur le lien, puis "Enregistrer sous".)

2-2 Vidéo : comite-valmy : Alerte Syrie ! (4'36)

Communiqué de Presse

LE PRÉSIDENT DU COMITE VALMY À DAMAS POUR SAUVER LA PAIX EN RÉTABLISSANT LA VÉRITÉ

Tout n'est que mensonges !

La vérité doit triompher !

Témoignage de C. Beaulieu du COMITE VALMY

vendredi 18 novembre 2011,
http://www.comite-valmy.org/spip.php?article2037

2-3 Vidéo : rencontre Sarkozy-Bechara Raï,

voir également :
« Liban/Syrie : L'Église maronite inquiète des intentions de l'Occident »,
par Pierre Khalaf, *New Orient News*, 12 septembre 2011.

http://www.silviacattori.net/article2394.html

2-4 Gilles Munier, répond à Barbier de L'Express.

Dans un encadré titré : « Un site pro-syrien en français », non-signé, paru dans L'Express du 6 octobre 2011, je suis présenté comme une des « cautions morales » du site Internet Info-Syrie et un « fan » du président Bachar al-Assad… Par ailleurs, l'auteur de l'article écrit qu'« ancien secrétaire général des Amitiés franco-irakiennes », je suis « suspecté d'avoir bénéficié de barils de pétrole de Saddam Hussein en récompense de son soutien au régime baasiste ».
Ces informations étant inexactes, voire malveillantes, je vous demande de bien vouloir publier la mise au point suivante, comme le veut la loi de juillet 1881 Je ne suis pas une des « cautions morales » d'Info-Syrie. Fort bien fait, il n'en a pas besoin. Ce site n'a fait que reprendre – comme une dizaine d'autres sites Internet qui font écho à mes écrits – deux articles et une interview donnée à « Algerie-network », site de la diaspora algérienne, parus sur mon blog « France-Irak-Actualité.com » et sur le site d'Afrique-Asie, magazine auquel je collabore depuis quelques années. Ces articles et cette interview faisaient suite à un voyage que j'ai effectué à Damas et à Hama fin août dernier, en compagnie d'une centaine de personnalités et de journalistes d'horizons divers. Pas plus que les autres participants à ce déplacement, je ne suis un « fan », autrement dit un fanatique, de Bachar al-Assad. Au-delà du mouvement de contestation qui touche plusieurs pays arabes, la Syrie est victime de troubles sanglants manipulés par des membres de l'OTAN dont

l'objectif est de perpétuer, avec des partenaires dociles, l'influence occidentale au Proche-Orient et la colonisation de la Palestine par des colons juifs sionistes.
Je suis toujours secrétaire général Amitiés franco-irakiennes (AFI). Le blog « France-Irak-Actualité.com », ainsi qu' « AFI-Flash », une lettre électronique d'information parvenue à son 120ème numéro, en sont les preuves. Quant aux « barils de pétrole de Saddam Hussein » mentionnés, l'auteur de l'article peut vérifier, sur Internet, que les charges retenues contre moi – dans le cadre de l'affaire Pétrole contre Nourriture – sont : « Trafic d'influence passif commis par un particulier » et « Corruption d'agent public étranger »… Aucune mention n'est faite de détournement de fonds à des fins personnelles. L'aide dont j'ai bénéficié n'était pas versée « en récompense de mon soutien au régime baasiste », mais pour financer des activités programmées par la Conférence de Bagdad que présidait M .Tarek Aziz. La société pétrolière qui soutenait certaines activités des Amitiés franco-irakiennes le faisait sur ses bénéfices, pas sur les fonds irakiens bloqués.
Depuis six ans j'attends le procès de cette affaire avec impatience. En octobre 2005, le juge Courroye m'a condamné à verser, en trois mois, une caution de 80 000 euros, somme réduite en appel à 50 000 euros. Il m'a retiré mon passeport et m'a été interdit de voyager hors du territoire français métropolitain. Cela a duré cinq ans. Imaginez la campagne qu'auraient lancés les médias occidentaux, si au lieu d'être Français, j'avais été un intellectuel syrien, libyen ou chinois, bloqué dans son pays pour l'empêcher de développer ses activités politiques.
Je m'honore d'avoir violé l'embargo criminel imposé par l'ONU qui a causé la mort de plus d'un million d'Irakiens. J'ai dit aux policiers qui m'interrogeaient que si c'était à refaire : je le referai.
Pour moi, ce qui se passe en Syrie, par des moyens différents de ceux employés en Irak, n'a rien à voir avec la démocratie et les droits de l'homme. Sinon, expliquez-moi pourquoi l'Occident arme des opposants et leur interdit – pour l'instant – tout dialogue avec Bachar al-Assad et le gouvernement syrien. La tragédie qui se joue en Syrie ne me semble pas avoir d'autre but, dans un premier temps, que de faire entrer ce pays dans la « zone de responsabilité » de l'OTAN et de tenter de renverser le régime.
Dans l'attente de la publication de cette mise au point, je vous prie de croire, Monsieur le Directeur de la publication, à l'expression de mes salutations distinguées,
Addenda : Ce n'est pas la première fois que L'Express publie de fausses informations me concernant. En 2005, Vincent Hugeux, «journaliste d'investigation », m'avait présenté comme « l'animateur » d'un Cercle d'Etude sur le Proche-Orient créé par le « négationniste François Duprat », dirigeant du Front National. S'il s'était rendu au bureau des associations de la Préfecture de police de Paris – le minimum quand on est journaliste – il aurait pu consulter le dossier, lire la déclaration du comité et s'apercevoir de son erreur. Me connaissant – j'étais intervenu pour qu'il puisse se rendre en Irak – il aurait pu me téléphoner pour entendre ma version des faits.
Le problème, c'est que les journalistes d'investigation – à quelques exceptions près – ne quittent leur bureau que pour justifier des notes de frais en France ou à l'étranger, pondent des papiers qui plaisent à leur directeur ou aux actionnaires de leur groupe de presse – généralement des marchands d'armes ou des banquiers -, recopient les informations qu'ils trouvent, ici et là, sans les vérifier sérieusement. Sinon, il y a longtemps qu'ils seraient chômeurs.
J'ai rencontré François Duprat – et ne le regrette pas – dans le cadre d'un article que j'écrivais sur «l'immigration sauvage », thème de campagne du FN dans les années 70, pour la revue France-Pays Arabes. A l'époque, j'étais permanent de l'Association de Solidarité franco-arabe (ASFA) que présidait Louis Terrenoire, ancien ministre du général de Gaulle. Hugeux avait, une nouvelle fois, « tout faux ».
J'ai attaqué L'Express en diffamation. Le magazine avait choisi pour avocat celui de la LICRA…
J'ai perdu mon procès. En fait, débouté de ma plainte. J'avais, m'a-t-on dit, mal interprété ce qui était écrit…
François Duprat a été assassiné en 1978, dans des conditions pour le moins mystérieuses. Son Cercle d'Etude sur le Proche-Orient n'a jamais eu d'activités.
Gilles Munier *
Secrétaire général des Amitiés franco-irakiennes,
http://www.france-irak-actualite.com/article-info-syrie-mise-au-point-adressee-a-christophe-barbier-directeur-de-l-express-87981430.html

---

3 Brèves

3-1 Le chercheur russe Youri Zinine : «La décision de la Ligue arabe sur la Syrie sert les objectifs des forces extrémistes.»

Youri Zinine, chercheur à l'Institut des relations internationales relevant du ministère russe des Affaires étrangères, trouve que la décision de la Ligue arabe concernant la Syrie est susceptible d'escalader la situation dans ce pays et qu'elle sert les objectifs des forces les plus extrémistes qui ne voulaient ni concorde, ni entente.

Dans un entretien accordé au correspondant de Sana à Moscou, M. Zinine a dit que la prise de cette décision par la Ligue arabe contrairement à sa charte suscite l'indignation, indiquant qu'elle apporte une grave préjudice à la région tout entière.
Il a ajouté que la Russie, consciente de la gravité de la répétition du scénario libyen, tient à sa politique de principe en ce qui concerne les événements en Syrie.
Il a de même appelé la Turquie à se rendre compte des impacts de toute mesure qu'elle prendrait, rappelant que les conventions internationales prohibent les interventions dans les affaires intérieures des pays.
20 Nov 2011
http://www.sana.sy/fra/55/2011/11/20/382896.htm

3-2 Moscou freine pour l'explosion du Proche-Orient.

Hier, la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton a déclaré qu'une guerre civile en Syrie était possible si l'opposition dans le pays devenait plus forte.
Qu'est-ce à dire exactement ?
L'opposition, déjà très armée et financée par l'extérieur, pourrait-elle prendre le pouvoir dans le sang ? Mme Clinton, bien plus élevée dans la hiérarchie des sociétés secrètes que ne l'est son mari, affirme que ses amis de Washington sont en faveur de manifestations pacifiques et d'une opposition non-violente.
Selon elle, la conclusion est évidente : c'est le président syrien Bachar al-Assad qui a incité l'opposition à « prendre les armes ».
Liesi
La Ligue arabe commence à craquer et face aux pressions occidentales abandonne progressivement le pouvoir syrien. Elle vient de donner trois jours au président Assad pour mettre en œuvre un plan de paix négocié par la ligue, dont on sait pertinemment qu'il sera saboté par des groupuscules financés de l'extérieur et tout particulièrement de la Turquie.Interrogée sur le parallèle que l'on pourrait faire avec la Libye, Hillary Clinton répond : « Personne ne souhaite ce genre d'action vis-à-vis de la Syrie. La Libye était un cas unique. » « Mais ce n'est pas applicable à la Syrie. La Syrie a son propre rythme, et ce qu'a fait la Ligue arabe est un signal clair à Assad lui signifiant que c'en est fini pour lui », a-t-elle renchéri. Dans le même temps, l'agent britannique Catherine Ashton, qui est aussi chef de la diplomatie européenne, s'est rendu à Moscou pour tenter d'infléchir les Russes. Réponse du ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov : il s'est déclaré persuadé que **des forces extérieures cherchaient à aggraver la situation en Syrie, afin de justifier leur ingérence dans les affaires politiques internes du pays**. Ce n'est pas nous qui dirons le contraire.
Rappelons ce que nous écrivions dans notre dernier numéro du 15 novembre. Cela servira de complément à cet article.
L'opération de destruction de la Libye de M. Kadhafi met aussi en évidence un scénario déjà évoqué par LIESI à plusieurs reprises : la balkanisation des Etats du Moyen-Orient. En 2007, le Général Clark mentionnait un plan du Pentagone visant à déstabiliser l'Irak, la Libye, le Soudan et l'Egypte, puis la Syrie, le Yémen, la totalité du Maghreb et l'Iran. Le Pentagone n'inventait rien **puisque dès 1982, la revue de stratégie sioniste *Kivounim* publiait ce programme en hébreu** ! Le drame du Liban et de l'Irak y étaient évoqués, puis la « dislocation de l'Egypte », enfin : **« Une fois l'Egypte ainsi disloquée et privée de pouvoir central, des pays comme la Libye et le Soudan, et d'autres plus éloignés, connaîtront la même dissolution »**. C'est bien la preuve que les événements actuels sont l'exécution d'un plan…
NB. Le plan explicité en 1982 sur le partage de l'Egypte prévoit *« une partition du pays avec la création d'un état copte (au sud), et une mosaïque d'entités confessionnelles musulmanes diverses en Basse Egypte. Les affrontements religieux actuels sont tout à fait de nature à conforter ce processus »*.
Le folle attitude des Occidentaux à appliquer un plan développé par les sionistes est des plus inquiétants. Non seulement cela confirme le drame économique qui nous menace désormais avec des faillites bancaires retentissantes et des financiers qui se réjouissent déjà d'acheter « pas cher », mais aussi que les complicités entre la Haute finance et les politiciens sont bien réelles.
Liesi
Samedi 19 Novembre 2011

http://www.alterinfo.net/Moscou-freine-pour-l-explosion-du-Proche-Orient_a66769.html

---

---

4 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

4-1 Des navires russes en direction de la Syrie ?

Des navires de guerre russes s'apprêtent à entrer dans les eaux territoriales syriennes, rapporte vendredi le Haaretz citant une agence de presse syrienne. Selon cette dernière, cette action représente un "message clair à l'Occident : **Moscou s'opposera à toute intervention étrangère en Syrie**", théâtre, depuis mars, d'un soulèvement populaire contre le régime de Bachar el-Assad.
La Russie, alliée de longue date de Damas, refuse que le régime de Assad soit condamné par l'ONU pour la répression sanglante de la contestation populaire, qui a fait quelque 3.500 morts selon les Nations unies.
Depuis le début de la crise, la position de Moscou, soutenant le régime syrien, n'a pas changé d'un iota.

Son Premier ministre, Vladimir Poutine, a appelé vendredi à faire preuve **"**de retenue et de précaution**"**. "C'est notre position" sur la Syrie, a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse à Moscou avec son homologue français François Fillon.
Le différend entre la Russie et l'Europe sur le dossier syrien s'était encore creusé, jeudi, Moscou accusant l'opposition syrienne de conduire le pays vers "la guerre civile", au moment où l'Union européenne réclamait une fois de plus le départ de Bachar el-Assad. "Bien sûr que si l'opposition a recours à de telles méthodes, cela mènera (...) à une véritable guerre civile", a déclaré le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov à l'issue de sa rencontre à Moscou avec le chef de la diplomatie de l'Union européenne, Catherine Ashton.
M. Lavrov répondait à une question d'un journaliste sur l'attaque, mercredi, d'un centre des services secrets syriens à l'entrée de Damas par "l'Armée syrienne libre", une première depuis le début du soulèvement.
Plus tôt dans la journée, lors d'une autre rencontre devant la presse, le ministre russe avait déjà estimé que cette offensive témoignait de l'aggravation de la situation en Syrie.
Sergueï Lavrov a en outre dénoncé le rôle dévastateur de pays étrangers en Syrie, sans les nommer, estimant qu'ils cherchaient à aggraver les violences dans le but de s'ingérer dans les affaires intérieures. "**Nous voyons avec quel empressement des acteurs étrangers essayent d'attiser la confrontation en Syrie**, sans doute pour dramatiser la situation dans l'espace médiatique et ainsi obtenir des arguments **pour s'ingérer dans les affaires syriennes**", a-t-il affirmé dans une référence à peine voilée aux pays occidentaux.
Jeudi dans la matinée, le ministre russe avait par ailleurs réclamé que la communauté internationale appelle enfin aussi l'opposition à déposer les armes. "Nous proposons que tous les Etats qui souhaitent une issue pacifique aux événements en Syrie appellent non seulement les autorités syriennes à cesser la violence **mais aussi tous les groupes d'opposition**", avait souligné M. Lavrov.
Il avait aussi critiqué, mardi dernier, le plan de sortie de crise adopté lors de la réunion ministérielle de la Ligue arabe le 2 novembre au Caire, ne le jugeant pas assez précis dans son appel à cesser les violences. "**La violence en Syrie ne vient pas seulement des structures gouvernementales**", avait-t-il déclaré, "la position de la Ligue arabe exige d'être détaillée et concrétisée" sur ce point.
18/11/2011
INFO REPRISE SUR LE BLOG DE JACQUES TOURTAUX
http://www.lorientlejour.com/

---

5 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net

5-1 Louis Denghien : Un regard anglo-saxon, autorisé et honnête sur le drame syrien.

Nous empruntons au site *info-palestine.net* cet article de Robert Fisk relatif à la situation prévalant en Syrie. Agé de 65 ans, cet Anglais est notamment grand reporter et correspondant à Beyrouth du quotidien britannique *The Independant*, et considéré comme un spécialiste éminent du Proche-Orient. Quarante et quelques années d'activité lui ont valu une impressionnante liste de prix couronnant son travail. Il est par ailleurs des rares journalistes occidentaux à avoir rencontré – trois fois – Oussama ben Laden. Le quotidien américain de référence *The New York Times* l'a récemment défini comme « *probablement le plus grand reporter britannique à l'étranger*« .
C'est dire si son regard sur la crise syrienne est à prendre en compte : assez nettement hostile au départ à Bachar al-Assad et à son régime, son regard a évolué au fur et à mesure que perdurait la crise. Il a notamment publié récemment pour *The Independan*t des articles sur les victimes militaires et sur la conseillère diplomatique de Bachar – Boutheina Chaabane – qui détonnent parmi le flot de manichéisme et de parti-pris de ses collègues de *Reuters*, de l'*A.P.* ou de l'*A.F.P.* Nous mettons en ligne ici un de ses articles relatifs à une manifestation de partisans du régime, et en date du 29 octobre : Fisk reconnait le nombre important des participants, et le caractère volontaire de leur présence dans ce rassemblement.
Et il leur donne la parole : les gens qu'il a interrogés parlent donc de la violence quotidienne, qui a déjà frappé certains d'entre eux dans leur entourage ou voisinage. Fisk fait du coup allusion à la situation à Homs, « *très mauvaise* » , où le simple fait d'avoir offert de l'eau aux soldats peut vous valoir la mort.
Fisk interroge ses interlocuteurs sur l'identité de ces terroristes, ces « hommes armés » dont il ne nie pas, lui, la réalité : on verra que les Syriens ne sont pas en peine d'hypothèses.
Ce qui fait l'intérêt de ce regard de Fisk, c'est sa neutralité, son objectivité pour reprendre un terme fort galvaudé – et peu pratiqué dans les faits – par sa profession : il dit que la violence utilisée par les militaires contre des manifestants désarmés à Deraa, Homs ou ailleurs est – ou a été – un scandale. Il souligne qu'en n'autorisant pas les journalistes étrangers à se rendre dans les points chauds – Homs en ce moment – le régime a commis une « *grave erreur* » – une erreur qui peut s'expliquer selon nous, sinon se justifier, par la malhonnêteté intellectuelle et le parti-pris idéologique de nombre de journalistes occidentaux ou arabes occidentalisés
Pour autant, Robert Fisk est équitable dans la distribution de ses blâmes : ne qualifie-t-il pas la Ligue arabe comme étant « *la plus pathétique et la plus inutile des institutions arabes* » ?
Louis Denghien,
3 novembre 2011
http://www.infosyrie.fr/re-information/un-regard-anglo-saxon-autorise-et-honnete-sur-le-drame-syrien/

5-2 T. Slimani : Al-Mouallem : « Le projet du protocole de la ligue comprend des clauses qui violent la souveraineté nationale ».

Damas / Le ministre des AE et des Emigrés, Walid al-Mouallem, a indiqué que le projet du protocole envoyé par la Ligue arabe (L.A.) à la Syrie comprend des clauses reflétant des positions déséquilibrées prises par des Etats membres de la L.A. et du comité ministériel depuis le début de la crise en Syrie, ajoutant que "malgré cela, la Syrie a positivement traité avec la question parce qu'elle tient à la poursuite de l'action au sein de la L.A.".

Dans une conférence de presse tenue aujourd'hui à Damas, M. al-Mouallem a fait savoir que le protocole doit, selon les normes internationales, être le résultat d'un dialogue et de négociations entre deux parties, et non pas un diktat par une partie sur une autre.

Dans ce contexte il a indiqué que "le projet du protocole présenté à la Syrie accorde au comité de la L.A. de larges prérogatives dont certaines atteignent un degré impossible à accepter de violation de la souveraineté nationale".

"Il s'agit d'un antécédent dans le travail des organisations régionales qu'une organisation œuvre contre les intérêts de l'un de ses membres", a-t-il fustigé.

Il a totalement exclu qu'une guerre civile puisse avoir lieu en Syrie, quoi qu'ils fassent, "parce que la maturité du peuple syrien est susceptible d'avorter la zizanie". "Le peuple syrien est capable de défendre son pays et il est le seul pari gagnant de la direction syrienne", a dit le chef de la diplomatie syrienne.

Il a affirmé que ce qui se passe en Syrie est une agression menée par des groupes terroristes armés contre les citoyens, l'armée et les forces de sécurité, précisant que ces groupes sont encouragés par des pays occidentaux.

"La Syrie a reçu une réponse du secrétaire général de la L.A. au message qui lui avait été adressé le 17 de ce mois, lequel comprend des modifications relatives au projet du protocole que le secrétariat de la L.A. nous avait envoyé le 16 courant", a-t-dit.

"La Syrie avait accepté le plan arabe qu'avait approuvé le conseil de la L.A. le 2 de ce mois, mais avant la fin de la période définie par la réunion susmentionnée, un appel a été lancé d'une manière surprenante à tenir une réunion extraordinaire du conseil de la L.A. Au cours de laquelle, une décision a été prise, en violation de la charte de la L.A., de suspendre la participation d'un Etat arabe membre et fondateur. Cette décision a, en outre, prôné des mesures inédites dans l'action arabe commune, dont l'imposition de sanctions économiques au peuple syrien en répondant favorablement aux demandes faites par les Etats-Unis et quelques pays occidentaux deux jours avant la réunion", a ajouté M. al-Mouallem.

Selon al-Mouallem, cette décision a constitué une renonciation totale du plan arabe et une tendance à prendre une décision qui prélude à une intervention étrangère dans les affaires syriennes.

"Le 16 novembre 2011, une réunion a été tenue à Rabat par le conseil de la L.A. au niveau ministériel afin de reprendre l'examen de la situation en Syrie, avec exclusion préméditée de cette dernière, malgré qu'elle ait reçu le 14 de ce mois une note officielle de la part de la L.A. insistant sur la nécessité de sa participation à la réunion, simultanément avec des contacts effectués par des pays arabes incitant, eux aussi, à la participation syrienne pour discuter de la légalité de la décision prise le 12 du mois en cours", a-t-il expliqué.

Et al-Mouallem de poursuivre : "Lors de la réunion de Rabat, une décision a été prise par le conseil de la L.A. avec un projet de protocole concernant la nature juridique et les missions du comité d'observateurs de la L.A. La Syrie, elle, a étudié le projet, puis elle a adressé un message écrit au secrétaire général le 17 de ce mois, annonçant sa disposition à signer le protocole après l'introduction de modifications et d'ajouts préventifs et d'autres objectifs qui n'influent aucunement sur la nature du travail de la mission ni entravent sa liberté d'accomplir sa mission, mais qui visent contrairement à faciliter son travail".

M. al-Mouallem a révélé que la Syrie avait reçu hier soir un message du secrétaire général dont le contenu s'oppose aux déclarations du S.G de la L.A. le 17 novembre 2011, selon lequel, il a indiqué que les modifications syriennes étaient à l'examen, parce que dans le nouveau message, le secrétariat général souligne qu'il n'était pas habilité à répondre aux modifications syriennes et que la mission du secrétaire général, après des consultations avec la présidence du comité ministériel et d'autres pays arabes, consiste seulement à recevoir les interrogations syriennes et non pas à mener des négociations sur la formule du projet de protocole.

"Même si l'image est claire pour nous, je vais répondre au message du secrétaire général de la L.A. en adressant une kyrielle de questions basées sur notre souci de souveraineté nationale et du rôle de l'Etat dans la protection de la sécurité de ses citoyens, et sur notre volonté de clarifier la réalité du travail du comité et de garantir la sécurité de ses membres, puisque le protocole ignore la coordination avec la partie syrienne".

"Je veux que les choses soient claires afin de prendre la décision adéquate, parce que la situation n'accepte ni une hâte ni des réactions, au contraire, elle nécessite une étude rationnelle et attentive", a dit M. al-Mouallem, ajoutant que d'après une analyse logique on trouve que des parties arabes cherchent à utiliser la L.A. comme outil pour parvenir au Conseil de sécurité.

Répondant à une question sur la réponse syrienne à l'escalade diplomatique et politique aux niveaux, arabe, régional et islamique, le chef de la diplomatie syrienne a indiqué que ces pressions se poursuivent depuis le début de la crise de la part des Etats-Unis, de l'Union européenne et, aujourd'hui, des pays arabes, estimant que cela reflète la valeur réelle de l'ampleur de la résistance du peuple syrien.

"Si la guerre nous était imposée, nous allons combattre; mais nous espérons et nous travaillons de telle sorte que la guerre ne nous serait pas imposée", a dit al-Mouallem, soulignant que la Syrie "n'est pas dans le besoin d'un

soutien logistique de la part des pays arabes", et que Damas poursuit la coordination avec les amis russes à chaque étape.
Concernant la coïncidence de la position de L.A. et l'annonce par l'opposition de son projet pour la période prochaine, al-Mouallem a répondu : "J'espère que la position de la L.A. n'est pas ainsi corrélée. En tout cas, nous allons répondre au message du secrétaire général par nombre de questions en toute responsabilité, or, ce que fait le conseil d'Istanbul, c'est son affaire".
A propos des points du protocole qui touchent à la souveraineté de la Syrie, al-Mouallem a indiqué qu'il y en a beaucoup du fait que ce protocole qui est composé de trois pages néglige totalement d'une part le rôle de l'Etat syrien dans la protection de la sécurité des observateurs, et d'autre part la coordination entre les deux parties, se demandant comment cette commission pourrait aller où elle veut sans cette coordination.
"Nous n'allons pas restreindre le déplacement de la commission partout où elle veut aller en Syrie. Ce que nous avons demandé, c'est d'informer la partie syrienne de chaque lieu où cette commission va se rendre afin d'assurer sa protection. La commission sera libre et nous n'avons rien à cacher", a martelé al-Mouallem.
"La commission doit voir les meurtres, les décapitations et les crimes commis contre les citoyens, les soldats et les forces de sécurité syriens, c'est le minimum que puisse faire la L.A.", a-t-il fait noter.
Le ministre a poursuivi en disant que "Ce qui se passe en Syrie, ce sont des groupes armés qui attaquent les citoyens, les forces de l'ordre et les forces armées", soulignant que le peuple syrien est en mesure de défendre sa patrie.
Interrogé sur une éventuelle guerre civile en Syrie, al-Mouallem a déclaré "Si vous lisiez les déclarations proférées par la secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, et son homologue turc, Ahmet Davutoglu, vous sentirez qu'ils poussent vers la guerre civile"
"Il n'y aura pas de guerre civile; notre peuple peut mater cette sédition. J'ai une grande confiance en la maturité, la cohésion et l'unité nationale de notre peuple, c'est pourquoi il n'y a pas lieu de s'inquiéter", a affirmé al-Mouallem.
Répondant à une question sur les efforts arabes et si la crise en Syrie pourrait être internationalisée, al-Mouallem a signalé : "Nous allons utiliser toutes les issues disponibles dans l'action arabe commune, et nous allons répéter ceci jusqu'à ce que les Arabes disent : Nous ne voulons pas de vous au sein de la ligue", précisant qu'il adresse ses paroles à la L.A. et non pas aux peuples arabes.
Le ministre al-Mouallem a déclaré que le dialogue national est le fondement principal pour l'édification de la Syrie. Il a ajouté que le dialogue ne doit pas être tenu seulement entre le pouvoir et l'opposition, car il y a une tierce partie qui est beaucoup plus importante, à savoir le peuple syrien qui devrait être représenté dans ce dialogue.
"C'est pourquoi le dialogue doit être tenue à Damas", a souligné al-Mouallem. Il a dit que tout membre de l'opposition nationale qui veut participer à ce dialogue sera le bienvenu.
En réponse à une question sur les assassinats et les enlèvements de citoyens à Homs, al-Mouallem a déclaré que les positions de certains pays occidentaux encouragent et poussent à de tels crimes, faisant noter que ces pays et la Ligue arabe ignorent la présence de tels groupes armés qui tuent selon l'appartenance identitaire.
En ce qui concerne les nouvelles de l'arrestation de plusieurs dizaines d'hommes armés dans des villes syriennes, al-Mouallem a confirmé ces nouvelles qui montrent le grand nombre des terroristes armés et leur armement, soulignant l'importance de préserver la sécurité des citoyens.
Sur le soutien de la Russie à la Syrie, le ministre des Affaires étrangères a déclaré qu'il y a un ancien traité entre les deux pays signé en 1980, faisant noter qu'en ce moment, il n'y a pas d'état de guerre, mais plutôt la Syrie est pratiquement face à des groupes armés qui agressent les gens.
Quant aux propos de certains médias turcs sur des plans turcs pour imposer une zone d'exclusion aérienne ou d'une zone "No man's land" et pourquoi la diplomatie syrienne adopte une position calme, al-Mouallem a noté que le monde entier a vu le prétexte d'imposer une zone d'exclusion aérienne sur la Libye pour protéger les civils et combien de victimes sont tombées à cause de cela ?, ajoutant : "J'accepte la critique de la diplomatie syrienne avec calme…le rôle de la diplomatie existe depuis la nuit des temps, et j'espère que la langue de la diplomatie reste répandue".
En ce qui concerne les déclarations de guerre lancées par le ministre de guerre israélien Ehud Barak, M. al-Mouallem a indiqué qu'Israël est un ennemi qui a usurpé les territoires syriens et donc nous ne lui adressons pas de message, ajoutant que ces déclarations rendent les gens plus déterminés à s'attacher à leur direction politique.
En ce qui concerne les positions des pays voisins, dont certains, comme la Jordanie, ayant reçu des opposants, al-Mouallem a dit qu'il n'est personnellement pas satisfait de leurs positions, ajoutant qu'il ne peut pas confirmer ou nier ces informations et que ce sont les Jordaniens eux-mêmes qui doivent les confirmer ou les infirmer.
Il a souligné qu'il y a divers groupes de l'opposition, "certains d'entre eux veulent le dialogue tandis que d'autres le rejettent", ajoutant que "ce qui s'est passé au Caire avec la délégation syrienne qui a été agressée montre que cette opposition ne veut pas de dialogue".
A.A. / T. Slimani
20 Nov 2011
http://www.sana.sy/fra/51/2011/11/20/382843.htm

5-3 Ahmad Badreddine Hassoune - Mufti de Syrie - : « L'opposition a tenté de me séduire».

Le mufti syrien Ahmad Badreddine Hassoune a révélé avoir été sollicité par des parties de l'opposition syrienne pour se démarquer du président syrien Bachar El Assad et rallier leurs rangs. Ce qu'il a refusé catégoriquement
Dans un entretien accordé à la télévision iranienne arabophone AlAlam, cheikh Badreddine souligne que des représentants de ces parties l'ont rencontré pendant trois heures durant lesquelles ils lui ont suggéré de quitter la Syrie, ce à quoi il s'est refusé, leur demandant de lui donner l'alternative. Alors qu'ils lui affirmaient qu'il fallait coute que coute renverser le régime syrien, et par la suite choisir la voie de la reconstruction.
Le mufti syrien souligne avoir fait l'objet de menaces, du moment qu'il leur a dit qu'il n'est pas question qu'il quitte le pays dans des conditions pareilles : « ils ont mis a exécution leurs menaces en tuant mon fils Sariya. Ils voulaient de la sorte casser ma décision », explique-t-il. Réaffirmant que le président syrien n'est pas attaché au pouvoir et qu'il est même indifférent du pourvoir, il a signalé avoir à plusieurs reprises suggéré aux dirigeants de l'opposition de venir en Syrie le rencontrer.
Selon lui, la Syrie est punie aujourd'hui parce qu'elle a empêché la division du Liban, lutte contre les projets de dissension dans la région, soutient le peuple palestinien et la résistance et parce qu'elle est proche de l'Iran.
Cheikh Hassoune a nié les allégations selon lesquelles l'Iran tente de convertir la Syrie au chiisme, en appelant à visiter ce pays pour prendre connaissance de la condition de la communauté sunnite, de ses écoles religieuses, qui diplôme des milliers d'étudiants dans les différentes régions sunnites.
S'adressant à l'opposition syrienne et en particulier à la confrérie des Frères musulmans, il les a invités à rentrer en Syrie, et à présenter leurs programmes pour voir s'ils servent les intérêts du pays.
Il a mis en garde contre toute velléité de porter atteinte à la Syrie, « car cette terre enflammera tous les ennemis ».
« L'agression contre la Syrie est grande et les complots occidentaux se poursuivent pour diviser la Syrie », avait-il commencé son entretien, rappelant le rôle endémique des Français et des Anglais, et dont le complot englobe tous les aspects culturels, économiques, politiques, sociaux et autres...
Il rappelle que le comportement des arabes d'aujourd'hui à l'encontre de la Syrie rappelle celui des Arabes, la veille de l'éclatement de la guerre imposée contre l'Iran par l'Irak en 1979.
Et d'affirmer que la Syrie soutient et soutiendra tout état ou groupe qui lutte contre les politiques colonialistes.
15/11/2011
Al Manar

5-4 Comite-valmy : SAUVER LA PAIX EN RÉTABLISSANT LA VÉRITÉ

Depuis une semaine, accompagné de personnalités françaises et francophones, Claude Beaulieu, ---Président du Comité Valmy, est présent en Syrie, à l'invitation du Patriarche des Chrétiens d'Orient.
Il a eu l'occasion d'observer la réalité de la situation et il a pu faire de nombreuses rencontres, notamment avec le Patriarche orthodoxe russe Cyrille, quand celui-ci est venu exprimer la solidarité du peuple russe avec le peuple syrien.
Aujourd'hui, Claude Beaulieu tient à témoigner de ce qu'il a constaté sur place.

1) Le scandale de la propagande guerrière véhiculée par les médias occidentaux
A écouter les médias occidentaux, l'armée et la police syrienne seraient devenues des hordes sanguinaires qui massacreraient le peuple. La réalité ridiculise ce grossier mensonge, dont le seul but est de justifier une invasion guerrière.
Sur le terrain, nous constatons que les meurtres et les attentats, mensongèrement attribués par les médias français aux forces syriennes, sont en réalité le seul fait de groupes armés étrangers ou de salafistes syriens extrêmement minoritaires, qui tirent sur la foule et sur les militaires pour créer le chaos et pour fabriquer des images trompeuses, à destination des médias complices des va-t-en-guerre occidentaux.
Les policiers et les militaires syriens doivent à la fois déjouer ces pièges, protéger les populations et mettre hors d'état de nuire ces criminels fauteurs de guerre.
Cette mission est d'autant plus difficile que les groupes en question sont soutenus, armés et financés par les USA et l'Union européenne, comme l'a avoué leur chef, Khaddam
:
Le chef des rebelles syriens avoue être financé par la CIA 14-mai-2011
2) La force de l'union nationale syrienne contre l'éventualité d'une agression occidentale
Il ne se passe pas un jour sans manifestations de masse, au cours desquelles les Syriens se retrouvent dans les rues pour exprimer leur volonté unitaire patriotique et pour soutenir le gouvernement légitime.
Cette vigueur à défendre la souveraineté de la nation syrienne transcende les clivages politiques et confessionnels ; elle soude le peuple, fermement décidé à résoudre par lui-même ses difficultés en restant maître de son destin et en respectant la légalité.
Malgré les crimes et les exactions commis par les terroristes, la manipulation visant à exacerber les clivages confessionnels échoue : dans une clairvoyance exemplaire, le peuple syrien se rassemble et démontre encore une fois l'invincibilité et la cohérence de l'attachement à la souveraineté populaire, de la laïcité et de la prééminence du Droit.

Les opposants syriens préfèrent majoritairement éviter à leur pays une intervention étrangère plutôt que rallier le Conseil national syrien, dans lequel ne se regroupent en définitive que des aventuriers instrumentalisés par les ennemis de la Syrie et des extrémistes salafistes qui envisagent de transformer le pays en place forte d'Al Qaïda.

Dans ces conditions, le Président du Comité Valmy appelle les Français à la plus grande vigilance sur les informations et reportages diffusés par les médias français, déjà coupables d'avoir travesti la réalité pour rendre possible les agressions sur la Côte d'Ivoire et la Libye.
Il souhaite, sans illusion, que la diplomatie française prenne conscience que son asservissement aux Etats-Unis - qui construisent une manipulation de plus pour justifier une agression guerrière de plus - n'est pas une erreur, mais une faute.
De par l'Histoire, la France a une responsabilité particulière envers les peuples syriens et libanais. Tout gouvernement qui l'oublierait ne serait pas un authentique gouvernement français mais un pitoyable exécutant états-unien.
Que la faute libyenne ne soit pas répétée en Syrie !
Claude Beaulieu
Pour voir la vidéo et lire l'article, cliquer ici **:** http://mai68.org/spip/spip.php?article3455

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières,les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.
" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19